

01/02/2022

Lukáš Macek
Chercheur Europe
centrale et orientale

BLOG
— **POST**

Présidentielle tchèque : un signal faible européen ?



Photo de [Ryan Lum](#) sur [Unsplash](#)

Malgré le rôle relativement limité que la [constitution tchèque](#) confère au président de la République, l'élection pour désigner le successeur de Miloš Zeman (13-14 et 27-28 janvier 2023) n'est pas un événement politique dénué d'intérêt, tant du point de vue des évolutions internes de la République tchèque que pour ses implications européennes.

La victoire sans appel – avec 35,4% au 1^{er} tour et 58,32% au 2nd – du général à la retraite Petr Pavel est une petite révolution dans la vie politique tchèque. Certes, sa carrière militaire a été exemplaire, malgré ses débuts controversés, réalisés encore sous le régime communiste. Parachutiste ayant participé notamment à la mission de l'ONU en ex-Yougoslavie, où il s'est [distingué lors d'une opération de sauvetage d'une unité française de la FORPRONU](#), il a été notamment chef d'état-major général de l'armée tchèque (2012-15), puis président du comité militaire de l'OTAN (2015-18). Mais il ne dispose d'aucune expérience politique préalable à sa campagne présidentielle et il y a encore peu, il était inconnu d'une bonne partie de la population. Son profil tranche avec ses prédécesseurs pour qui le mandat présidentiel constituait l'aboutissement d'un long engagement politique. Toutefois, si le succès d'un tel candidat peut surprendre, il ne détonne pas complètement en Europe centrale : en Slovaquie voisine, Andrej Kiska, élu président en 2014, et Zuzana Čaputová, élue en 2019, étaient aussi des néophytes en politique.

Cette élection joue aussi un rôle important pour le positionnement européen de la République tchèque. En effet, elle intervient juste après la fin de la présidence tchèque du Conseil de l'UE. Cette dernière a été globalement **saluée comme un succès**, redorant le blason européen du pays, souvent perçu comme l'un des États membres les plus eurosceptiques¹ et susceptible d'amplifier la dérive « illibérale » en Europe, en particulier en Europe centrale. Dans ce contexte, **l'élection présidentielle a constitué un test de solidité de l'ancrage de la République tchèque dans le *mainstream* européen**. Enfin, les résultats de cette élection ne manqueront pas d'être interprétés en lien avec la guerre en Ukraine : l'élection d'un président dont la position serait plus hésitante ou ambiguë à l'égard du soutien à l'Ukraine et de la condamnation de la Russie, même si elle ne serait pas de nature à changer fondamentalement la position du pays, serait forcément perçue comme un affaiblissement de l'unité européenne face à l'agression russe.

À l'échelle de la vie politique tchèque, cette élection revêt une valeur symbolique importante, le pays tournant définitivement la page de la génération politique apparue avec la chute du régime communiste en 1989 : aucun des candidats principaux n'était politiquement actif en 1989 ou dans les années 1990. Même si, paradoxalement, les deux finalistes ont en commun le fait, quoique jeunes, de **s'être compromis avec le régime communiste**. Au-delà de cet aspect historique, cette élection a constitué un test important pour le **gouvernement de Petr Fiala**, au pouvoir depuis décembre 2021. Mais aussi pour Andrej Babiš, homme fort de la vie politique tchèque depuis 2011, milliardaire controversé, **politiquement inclassable, mais dérivant progressivement vers une variation tchèque du national-populisme « illibéral » centre-européen**. Après avoir été écarté du pouvoir aux législatives de 2021, après des résultats en demi-teinte pour son mouvement politique, ANO, lors des élections municipales de 2022 et une franche défaite aux sénatoriales de la même année², l'élection présidentielle revêtait une importance capitale pour la capacité d'Andrej Babiš à rester un leader incontesté de son mouvement et de l'opposition.

I • La présidentielle : un enjeu politique mais surtout symbolique du bras de fer entre les libéraux et les illibéraux tchèques

Le système politique tchèque ressemble à celui de la 4^{ème} République en France ou à celui de l'Italie actuelle. Si le centre de gravité du pouvoir exécutif se trouve très clairement du côté du gouvernement, le président de la République dispose d'une forte visibilité, tant domestique qu'internationale. À l'exemple de l'appel téléphonique à Taïwan du nouveau président dès son élection. Il possède un certain nombre de pouvoirs propres significatifs³. Et il devient un acteur politique influent en cas de crise gouvernementale ou lorsque le gouvernement ne dispose que d'une majorité relative et/ou incertaine à la Chambre des députés – des situations plutôt récurrentes en Tchéquie. Il n'était donc pas anodin de savoir qui deviendrait le nouveau locataire du Château de Prague, après 4 mandats (soit 20 années) de deux présidents, Václav Klaus et Miloš Zeman qui, chacun à sa façon, détonnaient dans le paysage politique national et surtout européen.

1 Cf. notamment <https://institutdelors.eu/publications/leuro-vu-par-les-citoyens-qui-ne-lont-pas-encore/>

2 ANO a gagné 3 sièges sur les 27 en jeu, contre 19 sièges obtenus par les partis de la coalition gouvernementale. Source : www.volby.cz

3 Par exemple, il est le seul à nommer les membres du directoire et le gouverneur de la banque centrale (CNB).

Le clivage entre des forces politiques « libérales-démocrates » et « pro-occidentales » d'un côté, et les forces « illibérales » et « anti-occidentales » de l'autre, avec l'orientation géopolitique du pays pour enjeu principal, était déjà au cœur des élections législatives de 2021. Certes, ce clivage n'est pas aussi net qu'en Hongrie ou en Pologne, pour ne prendre que des exemples des pays voisins, le positionnement de certains acteurs clés étant plus ambigu en Tchéquie. Ainsi, la force dominante du camp « illibérale », le mouvement ANO d'Andrej Babiš, présente – à l'image de son fondateur et leader – un profil idéologique protéiforme et malléable, permettant de revendiquer une excellente entente avec Viktor Orbán, tout en siégeant au groupe Renew Europe au Parlement européen. Ou bien de courtiser l'électorat pro-russe avec un discours sur la paix aux accents kreliniens, tout en ayant pris – en tant que premier ministre – plusieurs [décisions fort peu appréciées par Moscou](#). De l'autre côté, le principal parti de la coalition « pro-occidentale », le Parti démocratique civique (ODS) du Premier ministre Petr Fiala siège au Parlement européen dans le groupe ECR, aux côtés du PiS polonais et des Fratelli d'Italia, et par le passé il n'a pas manqué d'afficher son soutien pour Viktor Orbán. Toutefois, face à Andrej Babiš, soutenu par Miloš Zeman et prêt à s'allier à la fois avec le Parti communiste (KSČM) et avec l'extrême droite (SPD), l'ODS s'était « recentré » pour se poser, en vue des législatives de 2021 en défenseur de la démocratie libérale. Et en s'alliant avec quatre partis pro-européens (trois petits partis appartenant au PPE et le Parti pirate, affilié aux Verts/ALE) il a même gommé son euroscepticisme traditionnel. Il est symptomatique que quelques jours avant les législatives 2021, c'est Andrej Babiš qui recevait, lors de l'un de ses derniers meetings, Viktor Orbán en personne.

II • Les atouts et les handicaps d'Andrej Babiš

Si le résultat des législatives avait renvoyé Andrej Babiš dans l'opposition, il lui faisait entrevoir des chances solides en vue de l'élection présidentielle, puisque son mouvement et ses alliés potentiels ont été certes minoritaires en sièges mais nettement majoritaires en voix. Outre des ressources financières et médiatiques considérables à sa disposition (Andrej Babiš est l'une des plus grandes fortunes du pays et il [possède un groupe médiatique important](#), qui inclut notamment deux grands quotidiens), susceptibles de favoriser sa candidature, un autre facteur favorisait ses ambitions présidentielles : le soutien du président sortant, Miloš Zeman. Si on y ajoute le fait qu'Andrej Babiš menait une campagne qui ne disait pas son nom dès le début de l'année 2022, en sillonnant le pays avec un camping-car, et la relative impopularité du gouvernement Fiala (avec seulement 28% de citoyens qui lui feraient confiance [selon un sondage de l'institut CVVM à l'automne 2022](#), un an après sa prise de fonction), sans être un favori évident, Andrej Babiš abordait l'élection présidentielle avec de solides chances.

Son handicap le plus important était le fait d'être un personnage très clivant : il dispose d'un noyau dur et assez large de partisans convaincus, se situant autour de 30% de l'électorat susceptible de participer à l'élection. Mais il suscite aussi une réaction de rejet radical auprès d'une partie substantielle de la population, qui voit en lui un danger pour la démocratie tchèque ou encore pour l'orientation occidentale et européenne du pays. Le contexte de la guerre en Ukraine a renforcé ce clivage, en rendant la position d'Andrej Babiš plus délicate. La solidité de l'ancrage occidental du pays est devenue un sujet de préoccupation forte dans ce nouveau contexte. La proximité plus ou moins assumée entre Andrej Babiš et des forces pro-russes d'avant l'agression russe (dont certaines le sont restées même après cette dernière) ou encore ses liens avec Viktor Orbán sont devenus un handicap ou en tout cas un argument pour **faire de l'élection**

présidentielle une sorte de référendum à propos d'Andrej Babiš et/ou à propos de l'orientation occidentale du pays – plutôt que d'en faire un référendum à propos du gouvernement, comme Andrej Babiš l'aurait souhaité.

La tentative de focaliser l'élection présidentielle sur le bilan du gouvernement Fiala n'a pas été facilitée par le profil de ses principaux adversaires. Fait assez étonnant, mais symptomatique de la crise des partis politiques en République tchèque, **aucun des cinq partis de la coalition gouvernementale n'a su générer un candidat.** La coalition gouvernementale s'est limitée à exprimer son soutien indifférencié à trois candidats indépendants, se profilant comme garants d'une orientation occidentale et libéral-démocrate du pays : Pavel Fischer, le « troisième homme » de l'élection de 2018⁴, sénateur et président de la commission des affaires étrangères du Sénat ; Danuše Nerudová, ancienne rectrice de l'Université Mendel de Brno ; et Petr Pavel. Certes, Andrej Babiš a systématiquement présenté ce dernier, notamment lors de la campagne entre les deux tours, comme le candidat du gouvernement. Mais la carrière par définition apolitique et apartisane de l'ancien général, le fait que sa candidature s'est appuyée sur une pétition citoyenne ou encore le fait que son équipe de campagne ne présentait pas de liens forts avec les partis de la coalition gouvernementale – tout cela rendait cet angle d'attaque peu efficace auprès des électeurs indécis.

III • Une mobilisation exceptionnelle de l'électorat

A la différence des législatives de 2021, où les alliés potentiels d'Andrej Babiš totalisaient plus de 22% des voix alors que son mouvement ANO a obtenu 27,12%, lors du 1er tour de la présidentielle de 2023, Andrej Babiš a très largement « siphonné » les voix des candidats « Babiš-compatibles ». Il a obtenu d'emblée un score bien au-dessus des résultats que son mouvement a pu obtenir jusqu'alors : 34,99%. Mais le seul candidat susceptible de soutenir Babiš au 2nd tour (et qui ne l'a même pas fait, estimant que Babiš et Pavel se valaient), Jaroslav Bašta (SPD, extrême-droite) n'a obtenu que 4,45% des voix. Autant dire que les réserves des voix étaient très faibles pour Andrej Babiš, alors que Petr Pavel, arrivé en tête avec 35,4%, a reçu un soutien explicite et fort de Danuše Nerudová (13,92%), Pavel Fischer (6,75%), Marek Hilšer (2,56) et Karel Diviš (1,35%).

Or, Andrej Babiš n'a pas su reproduire l'exploit de Miloš Zeman à la présidentielle de 2018 qui avait réussi à l'emporter au 2nd tour avec 51,36%, en mobilisant un nombre significatif d'abstentionnistes du 1^{er} tour et en profitant de la relative faiblesse des reports de voix entre ses rivaux. Cette fois, les reports vers Petr Pavel ont très bien fonctionné et **la participation a été très élevée dès le 1^{er} tour.** Pourtant, Andrej Babiš a essayé, lui aussi, de casser la dynamique électorale de son rival avec une campagne agressive, en se posant – à l'instar de ce qui a [bien réussi à Viktor Orbán lors des législatives hongroises en mars 2022](#) – en partisan de la paix face à un Petr Pavel dépeint comme un va-t-en-guerre, avec notamment le slogan « Je n'entraînerai pas la Tchéquie en guerre. Je suis un diplomate, pas un soldat. Président Babiš ». Mais ce thème n'a pas pris et s'est même retourné contre son auteur qui a poussé – lors d'un débat télévisé d'entre deux tours – sa posture d'un homme de paix jusqu'à affirmer qu'il n'enverrait pas de soldats tchèques mourir pour la Pologne ou les pays baltes s'ils étaient agressés par la Russie, provoquant un tollé au niveau national et international et un [rétropédalage rapide](#).

⁴ Ancien membre du Conseil d'administration de Notre Europe-Institut Jacques Delors

Son autre argument – présenter Pavel comme le candidat du gouvernement et en appeler à un vote-sanction – n’a pas été suffisant, même si c’est sans doute l’une des raisons qui lui a permis de progresser de près de 450 000 voix entre les deux tours, obtenant un nombre de voix correspondant à 164,6% de celui de son mouvement ANO aux législatives de 2021. Mais l’effet plus important de cette stratégie – qui rompait avec sa volonté d’apparaître, avant le 1^{er} tour, comme un candidat plus consensuel et capable de séduire une partie de l’électorat centriste et pro-européen, s’affichant à quelques jours du scrutin non pas avec Viktor Orbán comme en 2021, mais avec Emmanuel Macron – a été la **mobilisation exceptionnelle des pourfendeurs de Babiš** : Petr Pavel a non seulement obtenu, et de loin, la victoire la plus large au 2nd tour (58,32% contre 51,36% et 54,8% de Miloš Zeman respectivement en 2018 et 2013), mais il a aussi gagné plus d’un demi-million de voix de plus que Miloš Zeman en 2018.

IV • Les retombées tchèques...

Cette mobilisation électorale exceptionnelle – une participation dépassant 70% est du jamais vu depuis 1998 (cf. tableau 2) – est sans doute l’un des éléments les plus saillants du bilan de cette élection du point de vue des évolutions de la politique tchèque. Toutefois, il serait prématuré de s’en réjouir en considérant que l’élection présidentielle a durablement redynamisé l’électorat tchèque : cette survalorisation de l’élection présidentielle par rapport à sa réelle influence sur l’évolution du pays peut s’avérer même contreproductive, l’attente disproportionnée risquant de générer de nouvelles frustrations. Ainsi, de nombreux électeurs d’Andrej Babiš attendaient de lui qu’il révoque le gouvernement de Petr Fiala – une prérogative qui pourtant ne figure pas parmi les compétences du président tchèque. Par ailleurs, **cette élection souligne la faiblesse des partis politiques** : parmi les 7 partis représentés à la Chambre des députés, un seul – le SPD – a présenté un candidat issu de ses rangs. Et cette situation n’est pas nouvelle : aucun membre d’un parti représenté à la Chambre des députés n’était candidat à l’élection présidentielle de 2018.

Quant aux rapports de forces sur la scène politique tchèque, **le gouvernement de Petr Fiala ressort incontestablement renforcé de cette séquence électorale** : le chef de l’opposition a été nettement battu par l’un des trois candidats adoubés par le gouvernement. Et même si Petr Pavel s’est présenté en tant que candidat indépendant, son positionnement tout au long de la campagne laisse présager en lui un président nettement plus accommodant à l’égard du gouvernement que ne l’a été Miloš Zeman ou que ne l’aurait été Andrej Babiš. Mais là encore, des effets paradoxaux ne sont pas à exclure : la frustration provoquée par cette défaite cinglante peut exacerber encore davantage le rejet du gouvernement aux yeux d’une partie de la population. Et **le fait d’avoir désormais un allié au Château de Prague ne changera pas grand-chose aux difficultés auxquelles le gouvernement peine à trouver des solutions** : une inflation de 15,1% en 2022 (contre 9,2% dans la zone euro), la difficulté à mettre en place des mesures efficaces et adaptées à l’explosion des prix de l’énergie (**avec l’augmentation des prix d’électricité pour les ménages la plus importante au sein de l’UE**), une érosion du soutien à sa politique à l’égard de l’Ukraine (selon **les sondages de l’institut CVVM, entre le printemps et l’automne 2022, la part des citoyens qui désapprouvent l’action du gouvernement à l’égard de l’Ukraine est passée de 35 à 52%**). Enfin, s’il n’a pas su l’emporter, **Andrej Babiš ressort a priori renforcé dans son statut de leader de l’opposition**.

En effet, l'homme n'a pas aujourd'hui de concurrent significatif aux yeux des citoyens qui cherchent une alternative à la coalition gouvernementale. Les partis qu'il a « siphonnés » lors des législatives de 2021 n'ont pas relevé la tête – qu'il s'agisse des sociaux-démocrates (ČSSD) ou du Parti communiste (KSČM). Et **le parti d'extrême droite SPD est passé de 9,56% aux législatives à 4,45% à la présidentielle**. Pourtant, le discours de son candidat Jaroslav Bašta aurait pu séduire notamment l'électorat qui ne se reconnaît pas dans la politique du gouvernement à l'égard de l'Ukraine, mais visiblement la grande majorité de cet électorat a préféré voter pour Andrej Babiš dès le 1^{er} tour. Les 2,4 millions de voix que ce dernier a réunis au 2nd tour constituent un très bon « investissement » en vue des élections législatives de 2025, même si c'est un horizon encore très éloigné. Mais compte tenu de l'abondance des ressources dont Andrej Babiš dispose pour mener une campagne permanente, sa capacité à maintenir un haut degré de visibilité et à fidéliser ses électeurs reste forte. Seul bémol : fait inédit, certaines voix dissonantes se sont fait entendre au sein du mouvement ANO, avec notamment le maire d'Ostrava (3^{ème} ville du pays) et le *hejtman*⁵ de la Région de Moravie-Silésie qui ont publiquement déclaré qu'ils voteraient, dès le 1^{er} tour, pour Petr Pavel, considérant qu'Andrej Babiš ne possède pas les qualités nécessaires pour la fonction présidentielle. Mais on reste loin d'une fronde significative qui pourrait ébranler la position du président-fondateur au sein de son mouvement.

V • ... et européennes

Sur le plan européen, la République tchèque confirme, voire renforce sa réputation de l'un des deux pays – avec la Slovaquie – du [groupe de Visegrád](#) qui ne s'éloignent pas fondamentalement du *mainstream* européen, à l'exception de la question migratoire. En effet, jusqu'ici les partenaires européens de la République tchèque étaient habitués à faire face à un certain nombre de contradictions entre le gouvernement et le président de la République. Désormais, **on peut s'attendre à ce que la République tchèque parle davantage d'une seule voix – et cette voix ne sera pas « illibérale »**, sauf pour ce qui relève de l'influence d'une partie de l'ODS. De ce point de vue, il sera intéressant d'observer quelles leçons ce parti tirera de la présidence tchèque du 2nd semestre 2022 (et plus généralement de toute la séquence européenne marquée par la crise sanitaire et la guerre en Ukraine, ou encore du Brexit) en ce qui concerne sa perception générale du projet européen et de son articulation avec l'intérêt national tchèque. Un indicateur important sera fourni par les alliances européennes : l'ODS restera-t-il affilié au groupe ECR au Parlement européen ? Et si oui, quel sera son positionnement au sein de ce groupe, notamment au sujet des relations avec les autres groupes ou encore en ce qui concerne la [question de l'affiliation des députés Fidesz](#), qui continuent à siéger parmi les non-inscrits ? Cela dépendra aussi assez largement des [orientations européennes de Giorgia Meloni](#).

Loin d'apporter une réponse décisive, l'élection présidentielle tchèque a apporté un élément de réponse à la question de savoir dans quelle direction l'Europe centrale avancera face au contexte radicalement nouveau posé par l'agression russe contre l'Ukraine. **En élisant largement l'ancien président du comité militaire de l'OTAN, les Tchèques ont envoyé un signal fort en direction de Bruxelles, Washington, Kiev et Moscou**. C'est un signal plus atlantiste qu'européen, mais compte tenu de la structuration des positions politiques en République tchèque, dès 1989, cette distinction à laquelle les Français

5 Equivalent d'un président de conseil régional en France.

sont en général très sensibles relève d'une nuance, voire d'un non-sujet en République tchèque : comme un peu partout en Europe centrale et orientale, **l'attitude pro-européenne va volontiers de pair avec un engagement atlantiste fort**, même si l'épisode Trump a pu ébranler quelques certitudes.

Néanmoins, il ne convient pas de surestimer cette réponse tchèque qui reste plus symbolique que politiquement significative. Il ne faut pas oublier la réponse inverse, apportée par les électeurs hongrois en avril 2022. Si la présidentielle tchèque ouvre l'année 2023 sur une note pro-occidentale et pro-européenne, les vraies échéances essentielles pour déterminer où va désormais l'Europe centrale seront les élections **législatives anticipées en Slovaquie**, prévues en septembre 2023, et les élections législatives en **Pologne, qui devraient se tenir en octobre/novembre 2023**. Ces dernières vont décider si le pouvoir « illibéral » du PiS s'installe dans la durée, à l'instar du Fidesz en Hongrie. Quant à la Slovaquie, la question clé sera celle d'un retour éventuel au pouvoir d'une autre figure politique sulfureuse du « groupe de Visegrád », souvent comparée à Andrej Babiš, ultra-clivante et désormais **ouvertement pro-russe** : **Robert Fico**.



Directeur de la publication : Sébastien Maillard • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • Édition : Anne-Julia Manaranche • © Institut Jacques Delors



Ce projet reçoit des financements du programme Citizens, Equality, Rights and Values Programme (CERV) de la Commission européenne sous le numéro Project 101051576 – IJD 2022.

Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
18 rue de Londres 75009 Paris, France • www.delorsinstitute.eu
T +33 (0)1 44 58 97 97 • info@delorsinstitute.eu

